

8 Actualité

Le Royaume-Uni a ignoré des viols massifs

SÉCURITÉ Des gangs du sous-continent indien ont violé des jeunes filles issues de la classe ouvrière pendant des décennies, profitant de la passivité de la police britannique, qui craignait d'être accusée de racisme. Puis l'extrême droite s'en est emparée... Témoignages

JULIE ZAUGG, LONDRES

Lorsque Samantha Walker-Roberts a grimpé dans le taxi de Shakil Chowdhury un soir d'octobre 2006, la journée avait déjà été longue et traumatisante. Après avoir passé l'après-midi à boire dans le préau d'une église à Oldham, au nord de Manchester, la préadolescente de 12 ans était partie en voiture avec un inconnu qui l'avait lâchée dans un quartier qu'elle ne connaissait pas. Elle a alors sonné à la porte d'une maison. Invitée à entrer, elle a été violée par Sarwar Ali, un homme de 31 ans qui est toujours recherché par la police.

«Quand j'ai vu le taxi, j'ai pensé être enfin en sécurité», raconte la jeune femme de 31 ans aux longs cheveux noirs. Mais au lieu de la ramener à la maison, l'homme au volant, âgé à l'époque de 39 ans, la conduit dans une demeure à quelques minutes de là. «Il m'a obligée à avoir un rapport sexuel avec lui, raconte-t-elle. Il m'a ensuite passée à trois de ses amis, qui m'ont violée à tour de rôle durant toute la nuit.» Ce n'est que le lendemain matin qu'ils la ramènent enfin chez elle, couverte de bleus et de blessures.

Des milliers de victimes

Shakil Chowdhury était à la tête d'un gang composé de chauffeurs de taxi et de petits commerçants originaires du sous-continent indien qui s'en prenait à des adolescentes dans la région de Oldham. Certains soirs, plusieurs voitures étaient parquées devant la maison où il les amenait pour les violer, y déversant leur cargaison de jeunes filles.

Le Royaume-Uni a abrité des dizaines de ces gangs, essentiellement dans des villes du nord de l'Angleterre comme Rotherham, Rochester, Telford et Oldham. Abdul Wahid, un conseiller municipal qui a pris la tête d'une fronde pour obtenir l'ouverture d'une enquête nationale, se souvient de «groupes de jeunes hommes parqués devant les écoles, les centres de jeunesse et les foyers pour adolescents» de Oldham.

Après avoir repéré leurs victimes, ils les emmenaient en voiture, leur donnaient de l'alcool et de la drogue, puis les violaient dans des maisons, des entrepôts ou des parcs. Parfois, l'un des membres du gang se faisait passer pour le «petit ami» d'une adolescente, nouant «une relation en apparence consensuelle et chargée émotionnellement» afin de gagner sa confiance avant de la livrer en pâture à ses comparses, explique Michelle McManus, codirectrice de l'Institut pour



A Rotherham, près de Sheffield dans le nord de l'Angleterre, la police a identifié quelque 1400 victimes de viols pour la période allant de 1980 à 2013. La plupart de leurs auteurs étaient des ressortissants d'origine pakistanaise. (27 AOÛT 2014/WILL OLIVER/EPA)

l'avenir des enfants à l'Université métropolitaine de Manchester.

Les victimes se comptent par milliers. Rien qu'à Rotherham, la police en a identifié 1400, sur une période courant de 1980 à 2013. Les plus jeunes avaient à peine 10 ans. Certaines sont tombées enceintes et ont eu des enfants à la suite de ces agressions. La plupart de ces jeunes filles étaient déjà vulnérables, «soit parce qu'elles étaient prises en charge par les services sociaux, soit parce qu'elles provenaient de familles dysfonctionnelles», fait remarquer Harriet Wistrich, la fondatrice du Centre for Women's Justice.

Samantha Walker-Roberts a grandi dans un quartier défavorisé de Oldham. «Ma mère travaillait comme pharmacienne, mon père était au chômage, relate-t-elle. A la maison, je me faisais souvent insulter et battre.» Quelques mois avant d'entrer en contact avec le gang de Shakil Chowdhury, elle rencontre en ligne un homme qui lui a dit avoir 18 ans et la viole dans une voiture sur le parking d'un supermarché. Agé en réalité de 33 ans, il s'agissait d'un pédophile appelé Paul Waites, qui a par la suite écopé de 11 ans de prison.

Elle tente de se confier à son assistante sociale. «Mais elle m'a remballée, m'accusant d'être en quête d'attention», livre-t-elle. D'autres victimes ont raconté avoir été traitées de «prostituées» ou de «menteuses» par des travailleurs sociaux.

Abdul Wahid y voit un reflet de la misogynie et des préjugés de classe qui sont profondément ancrés dans les institutions britanniques. «Ces jeunes filles issues de la classe ouvrière se sont vu systématiquement nier le statut de victime, se faisant au contraire blâmer pour les atrocités qui leur étaient arrivées, comme si l'État avait décidé de renoncer à protéger ces enfants», dénonce-t-il.

Forcées à «recruter»

La police n'a pas non plus joué son rôle. Samantha Walker-Roberts raconte avoir été traitée avec mépris par l'officier de police venu l'interroger à la suite de son viol. «Il a fouillé ma chambre et m'a ouvert la bouche de force pour m'obliger à prendre la pilule du lendemain», se remémore-t-elle. Shakil Chodhury a été condamné en 2007 à 6 ans de prison mais ses autres agresseurs n'ont pas été inquiétés.

La jeune femme garde de profonds stigmates de son expérience. «Je souffre de stress post-traumatique et je suis devenue agoraphobe», confie-t-elle. Atteinte de dépression, elle ne travaille pas et a dû confier ses trois enfants à l'assistance sociale.

«La police a fait preuve d'une immense réticence lorsqu'il s'est agi d'enquêter sur ces viols collectifs, juge Harriet Wistrich. Dans bon nombre de cas, ce sont les victimes qui ont fini par être criminalisées.» Elle relate le cas d'une adolescente de 14 ans qui a été arrêtée pour conduite en état d'ébriété. «La police ne s'est pas du tout intéressée à l'homme plus âgé qui se trouvait dans le siège du passager», dit-elle.

D'autres ont été contraintes de transporter de la drogue ou de «recruter» des amies pour les amener aux fêtes organisées par les gangs qui les avaient abusées. Cela leur a valu des condamnations pour proxénétisme ou trafic de drogue. «Certaines ont des casiers judiciaires qui les empêchent de mener une vie normale», note l'experte. Quant aux abuseurs, ils ont reçu des réductions de peine lorsqu'ils décrivait la relation entretenue avec une mineure comme «une histoire d'amour».

«Les politiciens, la police et les services sociaux avaient tous peur de se faire traiter de racistes et de créer des tensions intercommunautaires», estime Harriet Wistrich. Les chiffres montrent en effet une surreprésentation des communautés musulmanes du sous-continent indien parmi les membres de ces gangs.

«Les politiciens, la police et les services sociaux avaient tous peur de se faire traiter de racistes»

HARRIET WISTRICH, FONDATRICE DU CENTRE FOR WOMEN'S JUSTICE

A Manchester et dans le Yorkshire de l'Ouest, 54% et 35% des auteurs de violences sexuelles commises en groupe étaient d'origine asiatique, soit davantage que leur représentation au sein de la population, selon les données policières portant sur les cinq dernières années. A Rotherham, entre 1997

et 2013, la proportion s'élevait à 64% rien que pour les ressortissants d'origine pakistanaise. Harriet Wistrich rappelle qu'il s'agit «de communautés marginalisées marquées par une vision stricte de l'islam, ce qui a pu les amener à considérer les adolescentes anglaises comme des filles faciles».

Démonisation de la communauté musulmane

A Oldham, une cité industrielle dont l'horizon reste dominé par les cheminées des filatures de coton, les communautés immigrées importées du Pakistan et du Bangladesh afin d'alimenter les usines vivent séparées de leurs pairs anglais. Elles ont leurs propres quartiers et écoles. Dans la rue, les hommes portent le *shalwar kamiz*, l'habit traditionnel pakistanaise; les femmes le niqab, le voile intégral. En 2001, la ville avait été secouée par de violentes émeutes racistes.

Le déni des autorités face à ces délits chargés racialement n'a fait qu'exacerber les tensions. «Cela a abouti à une démonisation de la communauté musulmane tout entière», déplore Brian Hobin, un autre conseiller municipal à Oldham qui s'est engagé pour obtenir l'ouverture d'une enquête nationale.

L'extrême droite s'est emparée du débat, dénonçant sur les réseaux sociaux des gangs de musulmans violents qui cibleraient tout particulièrement des adolescentes blanches. L'hiver dernier, Elon Musk est à son tour intervenu dans le débat, accusant sur X la secrétaire d'État aux violences faites aux femmes Jess Phillips de «faire l'apologie d'un viol génocidaire».

En juin, le premier ministre Keir Starmer annonçait une enquête nationale et cinq investigations locales, dont une à Oldham. La ministre de l'Intérieur, Yvette Cooper, a également enjoint les forces de police de rouvrir un millier de cas de viol non résolus, dont celui de Samantha Walker-Roberts. La loi sera amendée pour que tout rapport sexuel avec un mineur de moins de 16 ans soit automatiquement considéré comme un viol.

Pour Samantha Walker-Roberts, qui vient de publier un ouvrage sur son calvaire en compagnie d'Ann Cusack (*Undeclared*, éditions Reach, 2025), cette prise de conscience est la bienvenue mais elle survient trop tard. «Ce qui m'est arrivé a été récupéré par l'extrême droite pour promouvoir un agenda raciste, déplore-t-elle. Mon histoire ne m'appartient plus.» ■

EN BREF

Le Danemark interdit les vols de drones civils

Pour assurer la sécurité du sommet européen qui réunira durant cette semaine les chefs de gouvernement à Copenhague, le Danemark va interdire les vols de drones civils à partir de ce lundi sur son territoire, a annoncé hier le Ministère des transports. De nouveaux drones ont été observés au-dessus de sites militaires danois dans la nuit de samedi à dimanche, a indiqué hier l'armée danoise, sans précisions sur les incidents ni la réponse de l'armée. AFP

Le Hamas perd le contact avec deux otages

La branche armée du Hamas a dit hier avoir perdu le contact avec deux otages dans la ville de Gaza, à cause des raids israéliens, selon un communiqué. Les brigades Ezzedine al-Qassam ont par ailleurs demandé aux forces israéliennes de se retirer de la zone concernée et de «cesser les opérations aériennes pendant vingt-quatre heures» pour leur permettre de tenter de sauver «les deux prisonniers, dont la vie est en réel danger». La Défense civile à Gaza a fait état de 32 personnes tuées hier, dont 12 dans la ville de Gaza. AFP

Téhéran dénonce des sanctions «illégales»

NUCLÉAIRE A la suite de l'échec des négociations entre l'Iran et les Européens, le Conseil de sécurité de l'ONU a donné son feu vert samedi au retour des mesures répressives suspendues il y a 10 ans

AFP

L'Iran a dénoncé hier comme «injustifiable» le rétablissement des sanctions de l'ONU à son encontre, dix ans après leur levée, en plein désaccord avec les Occidentaux sur son programme nucléaire.

Allant d'un embargo sur les armes à des mesures économiques, les lourdes sanctions ont été rétablies samedi après un feu vert du Conseil de sécurité consé-

cutf à l'échec des négociations. Mais le trio européen – Allemagne, France et Royaume-Uni – ainsi que les Etats-Unis ont assuré que cela ne marquait pas la fin de la diplomatie.

«Une réponse ferme»

«Toute action visant à porter atteinte aux intérêts et droits du peuple d'Iran fera l'objet d'une réponse ferme et appropriée», a indiqué le Ministère iranien des affaires étrangères, au lendemain du rappel par Téhéran de ses ambassadeurs dans les trois pays européens. Le ministère a dénoncé le retour «injustifiable» des sanctions «illégales».

Londres, Paris et Berlin (groupe E3), accusant Téhéran de ne pas respec-

ter ses engagements, ont déclenché fin août le mécanisme dit «*snapback*» qui permet dans un délai de trente jours de rétablir les sanctions levées en 2015, à la suite d'un accord prévoyant un encadrement des activités nucléaires iraniennes en échange d'une levée progressive des sanctions internationales.

L'Iran accuse en retour le trio européen de ne pas avoir respecté l'accord de 2015, car il n'a pas empêché le retour des sanctions américaines. Et il juge par conséquent «illégal» le déclenchement du *snapback*.

La monnaie nationale iranienne, le rial, a atteint un plus bas historique face au dollar après l'annonce des sanctions, selon des sites de suivi des changes. ■